

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE D'INFORMATION DU DAHOMEY

25e année - Numéro 376

Mai 1972 - 25 Francs CFA

A l'Enseignement Catholique Dahoméen, QUE RESERVE L'AVENIR ?

La première école au Dahomey a été ouverte à Ouidah en 1680 par les Pères portugais.

Cette école a été relancée le 10 février 1862 à Ouidah, toujours en portugais, mais par des missionnaires français.

En 1865, Porto-Novo reçoit sa première école, catholique bien sûr, avec un enseignement en français.

En 1888, l'école de Ouidah devient française elle aussi.

C'est en 1905 seulement que l'école laïque arrive au Dahomey. Ce fut l'école de garçons de Ouidah, ouverte par arrêté du 18 janvier.

L'Ecole Catholique avait précédé de plus de deux cents ans.

DES MOYENS DE SUBSISTENCE DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

A l'origine et pendant longtemps, le plus clair des subsides venait des dons des chrétiens d'Europe et des parents des missionnaires. L'enseignement était donné par les Pères eux-mêmes.

L'œuvre scolaire s'étendant de plus en plus, les prêtres font appel à des Collaborateurs de plus en plus nombreux : les charges financières s'alourdissent. Sous certaine pression, l'Administration Coloniale, qui avait lancé les écoles laïques, songe enfin à aider l'Enseignement Catholique.

En 1932 est octroyée à l'Ecole Catholique la première subvention. Cette aide ne sera pas constante.

En 1948, sous la pression des Conseillers généraux, le Gouverneur Général de l'A.O.F., par arrêté général en date du 7 juin, rendait permanente l'aide du Gouverneur à l'Ecole Catholique.

Les subventions alors octroyées contribuaient à couvrir non seulement les dépenses de personnel, mais aussi celles du matériel d'outillage d'enseignement professionnel, manuel ou agricole, et de fournitures scolaires - article 3 de l'arrêté général cité ci-dessus.

Les subventions devaient en principe couvrir les divers pôles de dépenses de l'école, mais les responsables ecclésiastiques les réservaient uniquement à la paye des maîtres, cependant leur montant ne suffisait pas pour supporter entièrement les dépenses de personnel.

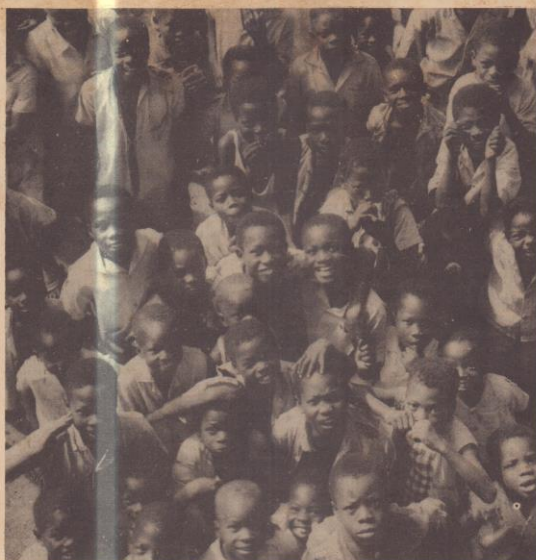
En 1959, sur la requête du Représentant Territorial des Ecoles Catholiques du Dahomey, le décret du 13 mars a accordé au personnel de l'Enseignement Privé autorisé, une subvention égale aux 60 % du montant des soldes complètes du personnel de même catégorie appartenant à l'Enseignement Public (article 2 du décret).

Par cet acte le Gouvernement a fixé les conditions d'avancement des maîtres et a

et de l'application de la nouvelle réglementation :

- blocage des subventions,
- prise en charge par l'Enseignement privé des cotisations pour la Caisse de Compensation des Prestations Familiales,
- rénovation du personnel,
- succès des maîtres aux examens professionnels.

La situation financière devenant de plus en plus grave, les Evêques devaient signi-



La Santé, l'Enseignement sont deux services sociaux au sein desquels la grève n'est pas souhaitable. Une minute qui s'y perd, ne porte-elle pas préjudice à bien de choses ? Les vrais perdants de la grève dans ces emplois ne sont-ils toujours pas les malades et les élèves ?

maintenu le principe de la participation aux cotisations de la Caisse des Allocations Familiales.

En 1964, une loi du 11 août réglemente l'Enseignement privé au Dahomey.

Les décrets du 11 septembre 1964 et du 9 septembre 1967 fixent les modalités d'application de cette loi.

La nouvelle réglementation a maintenu le taux de la subvention à 60 %, taux pouvant être réduit par le Ministre de l'Education Nationale, après avis du Ministre des Finances. La réglementation donne aussi aux maîtres de l'Enseignement privé des assimilations et passe sous silence le principe de la participation aux cotisations de la Caisse des Allocations Familiales.

NAISSANCE DES GRAVES DIFFICULTES FINANCIERES

En 1965, naissent les graves difficultés financières à la suite des mesures d'austérité

fier en 1966 au Chef du Gouvernement qu'ils ne pouvaient plus maintenir l'Ecole Catholique. On fit tout pour empêcher une telle décision.

Cette position des Evêques fut renouvelée le 2 septembre 1969, avant la tenue, au Palais de la Présidence de la République, de la réunion d'une Commission ad hoc chargée d'étudier le problème de la subvention à l'Enseignement Privé.

A cette réunion, l'incidence financière résultant des principales revendications des Responsables de l'Enseignement Privé était arrêtée à 24.000.000 de francs.

Le Chef de l'Etat d'alors accorda un crédit supplémentaire de 20.000.000 de francs et décida de la création d'une commission nationale restreinte pour étudier tous les problèmes généraux concernant l'Enseignement Privé.

(Suite en page 4)



ETRE MINISTRE !

Comme toi lecteur j'étais accroché à un poste de radio. Ce soir de mai, lorsque la presse et le gouvernement se sont livrés la dure bataille qui eut lieu autour d'une Table ronde. L'enjeu était la Charte du Conseil Présidentiel qu'il fallait interpréter s'agissant surtout de la perspective d'un remaniement ministériel. En d'autres temps et en d'autres lieux, le problème ne se serait même pas posé, car le principe du remaniement ministériel est acquis comme un instrument aux mains du Chef de l'Etat qui, au gré des circonstances peut s'en servir pour opérer un changement dans la composition de l'équipe gouvernementale. En ce qui concerne le gouvernement dahoméen, il ne saurait y avoir d'équivoque sur le principe. Mais c'est dans son application pratique qu'il se présente quelques difficultés qui, d'ailleurs, ne sont pas insurmontables. En effet, les ministres du gouvernement sont proposés par chacun des membres du Conseil représentant les tendances politiques du pays. Ainsi chaque ministre étant plus ou moins parrainé par un des trois Présidents, il faudrait au préalable, un accord des membres du Conseil pour un remaniement. Autrement dit, sur proposition du Président du Conseil Présidentiel, et après approbation des deux autres membres, le gouvernement peut être remanié en partie ou totalement. La seule exception à faire, concerne le Ministre de l'Intérieur qui est sous la tutelle directe du Président en exercice.

A la table ronde à laquelle je me référais tantôt, l'impression qui avait prévalu était qu'on n'avait pas suffisamment mis l'accent sur ces principes qui sont assez implicites dans la Charte. La plupart des membres du Gouvernement qui sont intervenus sur le point du remaniement ont plutôt fait croire qu'il s'agissait de défendre un portefeuille dont le titulaire se sentait menacé à titre personnel. Sans vouloir trop insister sur certaines réactions malheureuses où l'on devin-

(Suite en page 2)

ET PUISQU'IL EN EST QUESTION...

Pendez pas, grâce ! Pendez, pas grâcier ! Je ne me rappelle plus lequel de mes vénérables professeurs de français aimait à citer ces formules pour illustrer l'importance lugubre d'une virgule mal placée dans le texte d'un télégramme de recours en grâce a pu avoir pour le cou d'un condamné à mort. Où qu'il se trouve à

(Suite en page 2)

UDAL : Priorité à la formation humaine des militants et des responsables

Dans l'ancien bâtiment qui abritait la chapelle de St Michel (paroisse) les 29 et 30 avril, s'est tenue la deuxième assemblée générale de l'Union Dahoméenne d'Apostolat des laïcs (U.D.A.L.).

L'U.D.A.L., qui se propose entre autres de regrouper dans un rassemblement organique et constructif en vue de leur coordination, tous les mouvements d'apostolat des laïcs du Dahomey en respectant leur autonomie de canaliser les efforts des mouvements membres en vue d'une action plus efficace avec les soucis majeurs de l'Eglise du Dahomey - d'entreprendre des réalisations d'intérêt civique - d'éveiller la conscience des responsables et militants à l'Union profonde de leur vie dans l'Eglise et dans la cité pour en porter témoignage, regroupe les mouvements d'action catholique du Dahomey. Elle a été mise sur pied le 16 février 1969 dans l'esprit du renouvellement apporté par le Concile Vatican II et dans la ligne du décret sur l'apostolat des laïcs.

Dans sa ligne de recherche et d'adaptation, sa deuxième assemblée gé-

rale a connu pour thème central : Le Rôle du Laïc dans la Croissance de l'Eglise - sujet de la conférence donnée à l'ouverture de ladite assemblée par M. Jean Phiya.

De cette conférence et des travaux en commission qui ont suivis, on peut dégager quelques grandes lignes. La priorité doit être donnée à la formation humaine des militants et des responsables, pour en faire des hommes et des femmes équilibrés, connaissant les réalités économiques, sociales, politiques et culturelles et les techniques de l'homme d'action.

Il est souhaitable que chaque mouvement ait ses aumôniers diocésains et national - l'U.D.A.L. doit exister à la base, dans les paroisses, sinon son organisation diocésaine et nationale ne signifie rien : les sections locales des mouvements doivent travailler en union étroite avec le curé et l'U.D.A.L. paroissiale doit avoir un représentant dans le Conseil paroissial.

A l'issue des travaux, un nouveau bureau national a été élu. Il a pour Responsable nationale M. Antoine Sodoté Amoussou de l'équipe enseignante.

Le mandat de l'actuel bureau est de deux ans.

Le Comité lance un appel pressant aux hommes, aux femmes, à la jeunesse, de tous ordres et de tous niveaux de s'inscrire dans ses rangs. Les programmes d'action sont vastes et nécessitent des bras valides et le bon sens.

Le recyclage des anciens secouristes et les cours des nouveaux ont commencé début mai 1972.

Le Secrétariat de la Croix Rouge de Porto-Novo et de Cotonou attend en permanence vos dons aux fins des préparatifs des journées démonstratives dans les autres départements.

Nicolas Adangnitonon

COMMUNIQUE COMMUNAUTE ELECTRIQUE DU BENIN

La Communauté Electrique du Bénin désire attirer l'attention des industriels, fabricants ou entrepreneurs, utilisateurs d'énergie électrique sur l'entrée en vigueur à partir du 1er janvier 1972 d'un code de l'Electricité, dont la teneur a fait l'objet de publications dans les journaux officiels du Togo et du Dahomey, datée respectivement du 2 décembre 1969 (n° 431) et du 1er décembre 1969 (n° 29).

Il est rappelé aux intéressés qu'ils doivent se conformer aux dispositions prévues par le Code. La CEB désire attirer l'attention des utilisateurs tout particulièrement sur les Articles L. 4 et L. 12, ainsi que sur la Troisième partie dudit Code intitulée "Arrêtés d'Application".

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au Directeur Général B. P. 1368 Tél. 29-06 Lomé (Togo) ou à la Direction Régionale B. P. 385 Cotonou Tél. 34-87 (Dahomey)

ET PUISQU'IL EN EST QUESTION...

(Suite de la première page)

L'heure actuelle, je voudrais que mon précepteur sache que son souvenir est redevenu vivace dans mon esprit grâce aux diverses péripéties qui ont marqué notre vie nationale depuis le 23 février jusqu'à la sentence exécutoire rendue le 16 mai par la Justice militaire". En évoquant ces réminiscences purement scolastiques, je n'ai pu résister à la tentation de réfléchir quelque peu à un dilemme dont l'aspect éthique ne manque pas de torturer bien des consciences. Ici, lorsqu'il s'agit de l'exécution de la peine capitale, on peut être tenté (selon le côté où l'on se trouve par rapport au gilet) de faire la différence entre la morale religieuse et la morale politique. Pour l'"Ecclésiaste", la cause est entendue : Dieu ne veut pas la mort du pécheur ; il n'appartient pas à l'homme de disposer de la vie. A ceci, j'ajouterais avec beaucoup de circonspection : sauf en état de légitime défense ! En politique, si je ne me trompe, la loi peut permettre aux Pouvoirs publics et au Peuple de disposer de la peine capitale pour débarrasser la société d'un individu mortellement nuisible à la cause de la paix. Une fois le sacrifice fait, on est en droit de s'attendre à ce que le sang répandu nous purifie tous et nous mette à jamais à l'abri du mal. Mais hélas ! Le spectacle macabre de corps gisant au poteau n'a jamais découragé le crime. Il semble au contraire qu'une certaine accoutumance aux exécutions enlèverait à la chose la force de dissuasion qu'on voudrait lui donner.

C'est à dessein que je me suis gardé de tout commentaire sur ce qui se dit du caractère du délit et de l'indépen-

SIRUS

(Suite de la première page)

nait comme un attachement avide à une place pour laquelle nul ne peut prétendre avoir un monopole quelconque, ministre signifiant "serviteur" dans son acception première, il importe de mettre l'accent sur un mal qui ronge le Dahoméen dans ce qu'il lui reste de sens civique et d'esprit nationaliste. On en est presque arrivé à considérer le portefeuille ministériel, le poste d'Ambassadeur, de la Direction générale d'une Société d'Etat comme le dernier point de chute de tous ceux qui ne se sentent plus aucune compétence pour d'autres secteurs de l'activité nationale, étant bien entendu que pour eux toute référence à un retour éventuel à leur corps d'origine serait la preuve d'une malveillance caractérisée. Cet état d'esprit est déjà si ancré dans nos mœurs et dans nos mentalités qu'il suffit de demander aux enfants des écoles quelle profession ils voudraient exercer plus tard dans la vie pour s'entendre répondre : Ministre ! Avec un peu plus de perspicacité, ils diront bientôt je suis fatigué d'aller à l'école, je veux être Ministre !

dance de la cour qui a eu à en juger mai dernier. C'est là un engrenage qui vaut mieux ne pas mettre son doigt. Dans le doute, il est toujours permis de s'abstenir. Je me permettrai seulement de mettre la virgule au bon droit pour ne pas trahir le télégramme dont me parlait mon professeur : Pensez pas, grazie !

L. C.

ANNIVERSAIRE A LA CROIX ROUGE DAHOMEENNE

La Section de la Croix Rouge de Cotonou a commémoré avec éclat le 110ème anniversaire du Comité International de la Croix Rouge. Fondée par Henri Dunant le 24 juin 1859, cette organisation est devenue réalité et charité. Cette fête, depuis huit années, a lieu régulièrement à Cotonou avec le concours des membres de la Croix Rouge des Secouristes, de la Jeunesse Croix Rouge et des honorables bienfaiteurs de cette grande oeuvre sociale. En plus de ses tâches traditionnelles, la Croix Rouge Dahoméenne participe au programme du Développement national.

Le 14 mai 1972, c'est sous une petite pluie intermittente que le défilé des Secouristes a eu lieu pour marquer l'anniversaire de l'oeuvre. Retardé par les intempéries, nous sommes partis du Centre "Développement et Culture", occupant le boulevard St Michel et prenant tout le long de l'artère principale Mgr François Steinmetz. Au son de la fanfare, les pas cadencés résonnent gaiement sur la chaussée. Après 2 h 30 de marche, le défilé a regagné son siège social pour un intime rafraîchissement.

Réabonnez-vous !

Chaque semaine vous pouvez gagner 80 millions F. CFA. LE GROS LOT à chaque tirage hebdomadaire il est prévu plus de 470 millions de F. CFA en 150 à 160000 lots à répartir entre les gagnants. Sans attendre, tentez votre chance à la LOTERIE NATIONALE 2 Carnets de 10 dixièmes : 3250 F CFA 1 Carnet : 1750 F CFA 1/2 Carnet : 1000 F CFA (envoi recommandé, liste tirage officielle comprise) ABONNEZ-VOUS GROUPEZ-VOUS VOUS MULTIPLIEZ VOS CHANCES

Détaillez vos commandes aux talons des mandats et chèques adressés à :
Mme DESMARTON
45-BOISSEUX (Loire) CCP Paris 1.671.367
675 en 810 ou 950 millions F. CFA etc. de lots à répartir aux fantastiques tranches spéciales ATTEIGNANT 125 MILLIONS F. CFA.

Participation immédiate et renseignements contre 400 f. cfa
Ecrivez d'urgence en joignant 450 F. CFA.

Joseph GAUCHER : les débuts de l'enseignement en Afrique Francophone

Enseignant en Afrique Noire depuis plus de vingt ans, l'auteur se plait à redonner vie à la période peu connue qui, de 1806 à 1841, vit arriver à Saint-Louis du Sénégal les premiers instituteurs français, envoyés par le Gouvernement de la Restauration pour ouvrir des écoles élémentaires dans les comptoirs que les Traités de Paris venaient de rendre à la France.

Ce récit passionnant, tranché de vie riche en leçons d'humanité qui tient du roman d'aventures où se mêlent histoire vivante et pédagogie en action, est à la fois une page de l'Histoire d'Afrique à laquelle les Africains curieux de leur passé et des premiers efforts de scolarisation faits en leur pays seront certainement sensibles, et une page de l'Histoire de France, faite d'enthousiasme, vécue à travers d'humbles instituteurs, que les enseignants français et tous ceux qui s'intéressent aux destins hors série aimeront à connaître.

Les débuts de l'enseignement en Afrique francophone, (Jean Dard et l'école mutuelle de Saint-Louis du Sénégal). - Un volume de 200 pages format 15 x 21 : 24,00 F.

EN BREF... EN BREF... EN BREF...

• A partir de 1975, les pays-membres du Marché Commun ne pourront plus conclure d'accords isolément ; ce sont les autorités de Bruxelles qui décideront de la passation de tous les accords commerciaux valables pour tous les pays-membres.

LE LIVRE AFRICAIN
13, rue de Sèvres, Paris - 6e
Tél. : 222-90-36
C.C.P. Paris 32-97-47

ET LA ROUE TOURNE...

Le Centre Panafricain de Formation Coopérative est une création du Centre Afro-Américain de travail (C.A.A.T.).

L'ambition de ce Centre est grande. Elle s'inscrit dans le cadre de la lutte pour le développement économique et social de l'Afrique. Clair il est que le développement du continent africain ne pourra se réaliser, sans la participation des forces productives.

Et c'est sur la route de cette ambition que, ouvert, le 16 juin 1971, le Centre Panafricain de Formation Coopérative, vient de clore son cours de trois mois de l'an 1972.

Du 15 mai au 13 juin 1972, son cours a été dispensé à 31 stagiaires répartis comme suit : 3 de l'Angola, 1 du Burundi, 3 du Dahomey, 2 du Gabon, 3 de la Haute-Volta, 2 de l'Ile Maurice, 2 du Niger, 2 de la R.C.A., 1 du Sénégal, 3 du Tchad, 2 du Togo, 3 du Zaïre, 2 de Madagascar et 1 de la Côte d'Ivoire.

Les stagiaires de ces 14 Etats lors de la remise de diplômes le 16 juin dernier promettent de faire fructifier leur pays les expériences acquises au Dahomey.

Suivant les conseils du Directeur adjoint de l'organisme, M. l'Ingénieur DOMINIQUE COCO, ils resteront en contact avec le Centre pour toutes les difficultés futures surtout.



Nous inaugurons, ce mois, une chronique juridique. Elle est la vôtre. Vous avez des problèmes juridiques avec votre patron, votre employé, votre propriétaire etc... Soumettez-les nous. Nous n'entendons pas nous substituer à vos avocats, mais comme tous les problèmes ne peuvent être résolus par eux, nous pensons que nous pouvons cheminer avec eux sans concurrence. Avec l'aide de nos amis juristes. Nous essaierons de résoudre avec vous et pour vous vos difficultés dans la plus complète discrétion et dans l'anonymat total.

Nous ne voulons pas non plus entrer en compétition avec le quotidien national dans sa chronique judiciaire hebdomadaire, ni avec les émissions que Radio Dahomey peut avoir à organiser.

Le chapitre cette fois-ci sera à caractère social.

Le chômage, chez nous, est devenu un mal endémique. L'une des causes est l'exode rural. Les autorités en sont pourtant conscientes. A preuve, le discours de politique générale du Président Ahomadadégbé : "Aucun effort ne sera de trop pour doter nos campagnes de l'infrastructure adéquate afin d'améliorer les conditions de vie matérielles et morales de nos masses rurales, et surtout des jeunes ruraux car il importe de freiner l'exode rural, ce phénomène qui devient de plus en plus angoissant puisque ses moindres conséquences ne sont pas surpeuplement incontrôlé de nos villes, et notamment de Cotonou, avec l'insécurité qu'elle entraîne, la délinquance qu'elle engendre et développe".

Des familles entières débarquent dans une grande ville. Le chef de famille pense trouver un petit travail. N'en trouvant pas il accepte l'importe quoi, ce qui entraîne l'exploitation par le patron. Parmi ceux-là qui sont exploités il y a ceux qui sont à des salaires

de misère ; alors pour se donner bonne conscience, l'employeur se persuade de qu'il vaudrait mieux gagner peu que de rien avoir du tout, il y a aussi ceux qui sont embauchés à la journée. C'est un cas comme ce dernier que nous avons choisi de vous présenter. Dossou Alidou a été engagé le 9 septembre 1959 en qualité de manoeuvre, pour être licencié le 23 juin 1968, après avoir travaillé pour la Société SOTO durant plus de 9 ans comme manoeuvre puis comme commis au tarif de 400 frs par jour. L'employé entend se voir accorder tous les avantages des travailleurs employés à titre permanent, invoquant à cet égard les dispositions de la convention collective du Commerce : "Le travailleur journalier payé à la journée après 6 mois de travail régulier et continu chez le même employeur a droit d'être considéré par celui-ci comme permanent. "L'employé par conséquent réclame le préavis, l'indemnité compensatrice de congés payés, l'indemnité de licenciement et des dommages intérêts pour licenciement abusif.

La SOTO refuse de payer, car pour elle, Alidou malgré son ancienneté, demeurait un travailleur journalier occasionnel.

La Cour d'Appel de Cotonou a établi le principe que ce travailleur est un employé régi par un contrat à durée indéterminée et, à ce titre, a droit, s'il n'a commis aucune faute inexcusable justifiant son licenciement, aux privilèges consentis aux travailleurs permanents.

"Le journalier, dit la Cour d'Appel, est un travailleur qui offre ses services occasionnellement, pour un temps limité, à la journée ; engagé le matin il est débauché et payé le soir, libre de se présenter ou non à l'embauche le lendemain".

Mais en réalité l'ouvrier se présente toujours le jour suivant le marché de l'emploi étant bien réduit. La Cour de stigmatiser la pratique qui consiste chez les employeurs à embaucher des ouvriers à la journée pendant des mois et même des années. "Ce recours systématique à l'emploi de journaliers permet en de nombreux cas de tourner la législation du travail". Par réaction contre de tels agissements et pour protéger le travailleur qui est en position d'infériorité il a été admis que la constance de fait de l'emploi d'un journalier pendant une durée prolongée lui confère la qualité de travailleur titulaire d'un contrat à durée indéterminée. Ainsi Dossou Alidou a été régulièrement embauché, jour après jour, mois après mois, par la SOTO et ce durant plus de 9 ans. Par conséquent à des contrats à durée déterminée, journaliers, s'est substitué, au fil des mois et des années, un contrat de travail à durée indéterminée garantissant au travailleur les avantages accordés par le Code du Travail.

TRIBUNE LIBRE

(Les idées émises ici n'engagent que leur auteur)

NI CHAUD, NI FROID, JE TE VOMIRAI

par Bertin AHOUADI

Les tempêtes se succédaient, mettant tout le pays en transe. Après un grand tumulte, le Chef de Parti qui n'était pas un tyran ordonna :

"Il est temps que le chaud et le froid fusionnent dans le même creuset. J'ordonne maintenant la réconciliation..."

Prenant mon "poste de commandement opérationnel" pour un poste de réconciliation avant tout, moi qui n'ai jamais milité dans les rangs, je me mis en devoir de réconcilier ; par vocation et par conviction. J'étais content. Car disais-je, la fusion rendrait tout le troupeau tiède : étant entendu que tiédeur n'exclut pas ardeur.

Nous formerions tous non une échelle fixée avec des échelons condamnés. Mais une échelle roulante avec des échelons mouvant de bas en haut. Ceux qui ont atteint le sommet descendront : l'échelle roulant toujours. Miracle de la réconciliation.

Plus de "baroudeurs" toujours prêts à pourfendre des torts imaginaires. Plus de gauchistes dépenaillés : ces grognards contestataires et casseurs ! -Et les droitistes mignards et casseurs ! ces petits bourgeois coriaces sur l'argent comme un juif ? Ils auront disparu. De même que les voltigeurs, ces fumistes qui vont de droite à gauche, et de gauche à droite pour avoir toujours "gros ventre".

Devenus tous enfin des tièdes, Cocou peut aller chez Zannou, Boni peut fraterniser avec Kété et vice-versa. Jamais il n'y aura de transfuge puisque plus de droite, plus de gauche, plus d'extrême - gauche. Dans un coude-à-coude émuvent, la grande chaîne tournera... une vraie concorde. Nombreux, très nombreux dans "la voie de la rationalité scientifique et technique nous ne saurions plus craindre l'impuissance des uns, la fourberie ou le cynisme object des autres. Tous au creux de la Vague et sur la crête, nous allons faire le pari... le seul qui vaille la peine...

Mais aussitôt, sans trop comprendre, je fus éjecté de mon "PC opérationnel". Retiré sur mes pénates tout en implorant Dieu, je méditais ces paroles de l'Apocalypse :

"Je connais ta conduite : tu n'es ni froid, ni chaud. Que n'es-tu l'un ou l'autre. Puisque tu es tiède, ni chaud ni froid, je vais te vomir de ma bouche". Piètre exécrate, au surplus peu pratiquant, j'avoue ne pas comprendre, et je persistai dans ma tiédeur. Le Tout-puissant eut pitié de moi cependant ; puisque quelque seize mois plus tard, après une nouvelle tempête, je retrouvai mon "P.C. Opérationnel". Mais je ne variaï point dans mon idéal du "juste milieu". Je suis un incorrigible qui crois à la Justice et à l'impartialité des hommes. Le Chef de parti entre temps, installé sur le trône, et revenu de la plénitude du pouvoir insistant beaucoup pour ces re-

travaux. Les Chefs de clan disaient eux-aussi la même chose. En écho, je prêchai à nouveau la réconciliation.

Mais à nouveau, je fus éjecté, et les partisans de ricaner, de plastronner même. Alors seulement je compris. Je compris qu'en ce siècle de la propagande, il ne faut pas faire une place à la vérité de l'homme qui veut un empire. Le Général de Gaulle qui était aussi un croyant pratiquant a écrit quelque part dans ses Mémoires que "la perfection évangélique ne conduit pas à l'Empire".

Alors toi qui cherches la Justice, sache que dans l'action, il n'y a pas un critère du bien. Ce qui est vérité aujourd'hui est erreur demain. Le fait d'éclat est diversement apprécié dans le temps et dans l'espace.

L'homme, fût-il le meneur des foules, c'est un être borné. D'après Saint Paul, "il ne fait pas toujours le bien qu'il aime. Il fait le mal qu'il hait". Pour atteindre à la puissance, sa justice peut n'être qu'une parodie de justice. Souviens-toi que toutes les brebis doivent rester dans le même parc sous la même houlette. "Et qui n'est pas avec moi est contre moi". Pas de compromis entre le bien et le mal, entre le vrai et le faux, le juste et l'injuste. Tout ou rien. Qu'importe que "quiconque se sert de l'épée périra par l'épée". Guerre à outrance au Viêt-Nam, état de guerre permanent au Moyen-Orient, tension ici, guerre civile là-bas. Partout, "l'apartheid" parce que "Noir, c'est noir - Blanc c'est blanc". Dans ce monde tourmenté, pas de place pour les sentimentalistes, les raisonneurs "ces idéologues !", on n'a pas le temps pour écouter... On veut ceux qui font, tête baissée, yeux fermés !

Tant pis que le coup provoque le contre-coup. Tant pis que le mal engendre le mal, que le bien engendre le bien ! "Allez vous faire voir ailleurs avec votre morale de "choc en retour ; " de moyens justes pour des causes justes. Pour une cause politique, "tous les moyens sont bons". Vers cet impératif, "le maître" est tendu. Selon les circonstances, il est tantôt mielleux et doux comme un chat ; tantôt, il est rude, agressif et tempétueux comme "un fou enragé".

Tout bien pesé... les brebis égarées sont irrémédiablement égarées. Elles sont condamnées à être dévorées par le loup. Malheur à l'homme qui tenterait de les rassembler dans une autre bergerie. Mais, c'est une question de responsabilité. Il faut choisir d'être au mieux ou au pire avec le chef de Parti. Pas de faux-fuyant, pas de demi-mesure. Tu n'as pas le Droit d'être un tiède dans la tempête. Ou "je te vomirai de ma bouche".

Aussi ton intérêt commande d'être chaud, chaud jusqu'à l'incandescence pour cause, pour une valeur morale ou esthétique. Ou d'être indifférent, c'est-à-dire froid, froid jusqu'à la glace. Dans le premier cas, tu auras la paix des braves et des héros. Dans le second, la paix des humbles ou celle des esclaves.

Dans tous les cas, tu es responsable. Tu ne peux être tiède ou je te vomirai de ma bouche.

Ah ! tu ricanes !

Cotonou, le 18 mai 1972

EN BREF

Après plusieurs années de recherches, le professeur Joseph Hoeltzenbein, médecin-chef d'un établissement hospitalier des environs de Münster (Westphalie) a élaboré un rein artificiel dont la pièce principale n'est pas

plus grosse qu'une boîte de cigares. Le professeur, est persuadé que cet appareil pourrait apporter une nette amélioration dans le traitement des urémiques. Depuis près d'un an le nouveau dialyseur fonctionne sans histoire dans l'hôpital du professeur Hoeltzenbein.

Acheter "LA CROIX"
c'est bien !
S'y abonner
est pourtant mieux.

Le Guide Nérét des diplômés

Ce nouveau Guide Nérét vient de paraître. Il rassemble pour la première fois une documentation considérable :

- la nomenclature des titres, brevets, certificats, diplômes, délivrés en France. Pour chaque article : mention des textes réglementaires, conditions succinctes d'obtention, durée et nature des études ;
- la réglementation des "équivalences" entre diplômes décernés en France : titres dispensant du baccalauréat pour accéder à l'enseignement supérieur, titres dispensant du D.U.E.L. ou du D.U.E.S., titres reconnus équivalents par l'Administration pour pouvoir postuler des emplois publics ;
- la nomenclature des titres étrangers permettant d'entreprendre ou de poursuivre, en France, des études supérieures.

GUIDES NERET DES DIPLOMES : 27 F 00 en librairie, ou envoi franco, en recommandé, contre versement de la somme de 30 F 00, par chèque bancaire, mandat, ou au C.C.P. Paris 12 884, 54 des EDITIONS ET GUIDES NERET, 23, rue de Chabrol, PARIS 10e B.P. 59 - X.

A l'Enseignement Catholique Dahoméen, qu

(Suite de la première page)

Cette initiative reprise par le Gouvernement du Conseil Présidentiel aboutit à la création en juin 1971 de deux Commissions Paritaires — une pour l'Enseignement Privé Concessionnel et l'autre pour l'Enseignement Privé Laïc.

Au cours des travaux de la commission paritaire, il a été demandé que :

- l'Etat doit proclamer, assurer et garantir la liberté de l'enseignement, "mais cette liberté ne serait pas une liberté véritable si elle n'était réservée qu'aux favoris de la fortune".
- l'Education doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'éducation élémentaire et fondamentale.
- l'Etat doit veiller à la capacité de nos maîtres au niveau des études.

Le 20 avril 1972, le Chef de l'Etat a annoncé la décision du gouvernement en ce qui concerne le résultat des travaux de cette commission qui est :

- 1° — de débloquent les subventions de l'Enseignement privé en tenant compte de la qualification des maîtres reçus depuis 1969 aux examens professionnels.
- 2° — de subventionner les nouvelles créations d'établissements privés régulièrement autorisés

Cette décision n'a pas satisfait comme on le voit, la demande de nos maîtres à savoir : la parité de salaire avec ceux de leurs collègues de l'Enseignement Public. Le Syndicat national des enseignants des écoles catholiques du Dahomé (SYNECAD), a alors déclenché une grève illimitée à compter du lundi 24 avril 1972 dans tous les établissements Catholiques du Dahomé et ce jusqu'au complet et concret règlement du problème. Les protestants devaient en partie rejoindre les nôtres dans cette bataille.

Après maintes réunions au niveau des parents d'élèves, des évêques et même du ministre du travail, les classes ont rouvert leurs portes le 19 mai dernier sans que les maîtres aient connu un résultat très positif. Pour éclairer l'opinion publique sur les nombreux problèmes qui se posent à l'enseignement catholique, nous avons rencontré l'Abbé Georges Hounyémé Directeur National de l'Enseignement Catholique au Dahomé.

Q. : Quand ils ont ouvert les premières écoles au Dahomé, les Pères se sont faits eux-mêmes instituteurs. Plus tard, devant l'extension de l'œuvre scolaire, ils ont dû faire appel à des collaborateurs laïcs. Grâce surtout à l'aide de bienfaiteurs qui ont couru à leur secours en cas de débuts de l'évangélisation de notre pays, les Pères ont porté les écoles comme à bout de bras. Mais l'appel aux laïcs, n'a fait que compliquer les problèmes financiers. Ceux-ci n'ont cessé de se poser chaque année de façon plus aiguë. Pour faire face à cet état de chose, l'Etat apporte sa contribution, les Parents aussi. Et vous ? Que faites-vous ?

R. : Je sais, mon cher ami, qu'on dit beaucoup de choses des écoles Catholiques depuis ces malheureuses grèves. Je m'efforcerai cependant de faire abstraction de l'amertume que j'en ressens pour répondre simplement et sincèrement à vos questions.

Ce que nous faisons, nous, pour faire face à ces problèmes financiers, c'est de compléter ce qui manque à la somme des subventions gouvernementales et des contributions des parents pour boucler le budget déficitaire des écoles catholiques. Nos finances étant organisées par diocèse, ce complément, plus ou moins important suivant les diocèses, est à la charge de l'évêque, chef du diocèse.

Q. : C'est en 1959 que l'Assemblée nationale a décidé que l'Etat accorde une subvention de 60 % à l'enseignement privé. Depuis ce temps cela n'a pas cessé. Comment se fait-il alors, que ces masses de subventions de l'Etat, ajoutées aux frais de scolarité mis à la charge des parents d'élèves, en plus des subventions des évêques dont vous venez de parler, n'arrivent pas à vous permettre de donner satisfaction à vos employés ?

R. : L'aide que les évêques sont amenés à fournir pour équilibrer les finances scolaires, nous trouvons qu'elle ne devrait pas intervenir. Les laborieuses ressources de la caisse diocésaine sont destinées à bien d'autres choses qu'aux écoles. Si on est obligé de faire appel à ces ressources, c'est toujours de façon exceptionnelle, presque à contre-cœur, bien qu'on y soit régulièrement réduit dans la plupart des diocèses. La participation de l'Etat et celle des parents devraient à elles seules suffire. Vous voyez bien que si les évêques doivent encore compléter, pour que les choses restent ce qu'elles sont, on est loin de la possibilité de donner satisfaction aux exigences des enseignants catholiques.

Q. : A quoi sert exactement la contribution scolaire payée par les parents d'élèves ?

R. : La contribution scolaire devrait servir, dans l'état actuel des principes pratiquement appliqués, à compléter l'apport gouvernemental pour ajuster le salaire des maîtres. Mais voilà que, en prenant la subvention comme salaire de base, le régime des salaires est tel que les charges qu'il entraîne, ajoutées aux indemnités auxquelles nous nous soumettons encore dans certains diocèses dépassent les possibilités des contributions scolaires là où celles-ci existent. C'est ce dépassement, qui va en augmentant, c'est ce qui nous tracasera, c'est qu'elles n'y parviennent pas. Les chiffres sont contrôlables à tous moments dans toutes nos directions diocésaines. (1)

Q. : Pourquoi les contributions de Cotonou doivent-elles aller aider les écoles du Nord ?

R. : C'est dans le cadre des écoles Notre-Dame des Apôtres que les contri-

butions de Cotonou soutiennent aussi les écoles de filles Notre-Dame des Apôtres du Nord. C'est la solidarité chrétienne, l'exercice du partage fraternel. Quant aux autres écoles, comme je l'ai fait remarquer en répondant à votre première question, les finances sont diocésaines. La solidarité ici, joue à l'intérieur du diocèse ; au niveau de la Nation ce n'est pas encore possible, et c'est dommage !

Q. : Vous acceptez des extensions quand bien même vous n'êtes pas subventionnés. Cela revient à dire que l'école primaire est rentable ?

R. : Les extensions que nous acceptons, c'est toujours sur la pression des parents qui ne nous laissent pas de repos tant que nous n'avons pas inscrit leurs enfants. Mais attention, les maîtres ou maîtresses qui fonctionnent dans ces classes autorisées et demeurent sans subvention savent combien misérable est leur salaire. Pour être payé ils ne peuvent compter que sur les contributions des élèves de leur classe, et, en brousse, cela ne représente pas grand-chose. Les maîtres de ces classes, en ce qui concerne les écoles de brousse du diocèse de Cotonou, par exemple en sont d'ailleurs pas financièrement dépendants de la Direction diocésaine. C'est un pis-aller, une situation d'attente, parce que nous avons toujours pensé que le refus de la subvention ne pouvait être définitif.

Q. : Les fondateurs d'écoles privées disent qu'ils vivent sur les contributions des enfants et ils vivent bien. Et alors, comment vous y prenez-vous ?

R. : Remarquez que les fondateurs d'écoles privées ne vont pas s'installer n'importe où : ils se cantonnent dans les villes et vous savez, je crois, que le taux de la contribution qu'ils exigent des parents dépasse le double de ce que nous demandons. A part Cotonou et Porto-Novo, les contributions sont à des taux très faibles et ça ne rentre même pas ! (2) Sur les 214 écoles catholiques avec 1064 enseignants et enseignantes (3) qui couvrent toutes les régions du pays 11 seulement sont dans la ville de Cotonou et 7 dans celle de Porto-Novo.

Alors... Et puis, les fondateurs des écoles privées se disent satisfaits. Leurs enseignants tiennent-ils le même langage, ceux qui sont constamment à nos trousses pour se faire réembourser chez nous !

Q. : Une classe autorisée n'est-elle pas automatiquement subventionnée ? Sinon, pourquoi alors parler d'extension des écoles ?

R. : Il me semble avoir, tout à l'heure, pratiquement fourni une réponse à cette question. Mais il faut préciser. Les extensions que nous sommes amenés à demander sont des extensions nécessaires. Quand une école n'a qu'une classe et qu'il y a des enfants dans le village ou le quartier, ce serait anormal d'étouffer l'école en la maintenant à une seule classe. Il n'est pas fallu l'ouvrir. Et depuis qu'en 1966 les subventions ont été finalement bloquées, nous n'avons pratiquement jamais créé d'école

nouvelle, nous en avons même fermé plusieurs (Gobada, Gbaffo, Savi, etc.). Seulement nous a fallu laisser se développer les écoles qui menaçaient d'écarter à force de gonfler les subventions bloquées débloquent un jour. La subvention à être automatique autrefois, elle ne l'est plus depuis 1966.

Q. : Il se dit dans la ville que vous ne versez pas aux maîtres ce que l'Etat vous remet. Il se dit aussi que vous présentez des états gonflés au gouvernement. Qu'en pensez-vous ?

R. : Il suffit de consulter nos livres comptes pour se rendre à l'évidence que ce qui est payé à l'ensemble des maîtres dépasse le total des subventions perçues. Comparez : en 1970-1971, subvention pour le personnel du primaire : 167.869, salaire versé à ce personnel : 185.021 sans compter les charges sociales.

Il est vrai, parce que nous considérons la subvention comme salaire de base et salaire dont l'Etat nous impose le bar. Ainsi, dans le cas d'un enseignant aucune indemnité, ce qu'il touche forcément inférieur à son salaire de base. En tout cas, ce qui lui est retenu qu'en plus nous caissons à nous.

Présenter un état gonflé, allons ! C'est dire que le personnel de la Direction Générale de l'Enseignement ne fait pas de travail, puisque, lorsqu'on présentait des états, chaque nom d'enseignant suivi de son numéro d'autorisation, classe où il enseigne, et même du nombre d'élèves qu'il enseigne, de ses titres son indice. Il était difficile de tricher, de supposer que, prêtres, nous soyons de cette catégorie de citoyens.

Q. : A l'issue de la dernière illimitée qui devrait aller jusqu'au plet et concret règlement de leur blâme, les Protestants et les laïcs nous ont fait un geste intéressant l'ordre de 20 % en faveur de leurs enseignants. Et vous ? Qu'attendez-vous ?

R. : Je ne veux pas regarder marmite de mes voisins. Je connais la et je vous répète qu'elle est vide et tellement racée qu'elle est sur de se percer et donc de refuser tout quelle cuisine !

Q. : Encore une question. rience nous démontre que c'est les anciens élèves des écoles catholiques qui recrutent précisément les farouches opposants à l'école que.

R. : Là, vraiment veuillez nous mais je ne partage absolument pas avis. C'est bien le contraire. Ils la sans doute, et semblent lui barrer officiellement, mais tous font les

(Suite en p

(1)

ECOLE CATHOLIQUE DU DAHOMÉY - BILAN FINANCIER ANNEE SCOLAIRE 1970 - 1971 (Détail pour le PRIMAIRE)

Origine	Diocèse Cotonou	Diocèse Porto-Novo	Diocèse Lokossa	Diocèse Abomey	Diocèse Parakou	Diocèse Natitingou	Direction Ecole Notre-Dame	Total du Primaire	Direction Nationale	Les Cours Secondaires	To le D.
Subv. du gouvernement	28.565.868	33.043.822	17.733.895	28.736.447	11.270.376	13.302.811	35.216.400	167.869.409	982.720	28.748.598	187.7
Contribution scolaire	8.358.409	6.075.010	3.674.142	2.584.510	400.000	81.765	19.849.115	41.002.951		33.973.644	74.9
Bourses								368.208	191.031	61.717.500	61.7
Autre recette	50.184	319.024							773.751	124.439.742	334.
Total des recettes	38.974.461	39.438.856	21.407.827	31.300.957	11.670.376	13.384.576	55.065.515	209.240.568			
Salaires du personnel	32.098.059	35.406.413	19.305.827	32.586.505	11.264.466	12.464.116	41.901.414	185.028.800	134.800	61.478.311	248.
Charges sociales	5.091.696	4.751.418	2.593.000	4.900.606	1.847.058	1.916.142	5.958.144	25.780.064	399.637	4.272.504	31.
Fonctionnement	641.168	346.831	200.000	493.955	435.512	634.086	3.635.492	6.387.044	239.314	34.004.386	40.
Reliquat des bourses		Restitutions contribution scolaire 202.080						202.080		12.684.645	12.
Dépenses extraordinaires	1.797.361	24.400	129.000	144.500	1.720.000	145.000	5.144.929	9.105.190		15.476.200	24.
Total des dépenses	39.830.354	40.629.662	22.227.827	38.125.566	15.267.038	15.159.344	56.639.979	227.779.178	773.751	127.914.355	356.
Balance	2.855.903	1.092.206	820.000	6.824.609	3.596.660	1.774.768	1.674.484	18.538.610	0	3.474.613	22.

Réserve l'Avenir?

(Suite de la page 4)

pour que leurs enfants y trouvent une place. Le phénomène est bien bizarre, il faut l'avouer. Est-ce l'effet de la franc-maçonnerie, est-ce la peur du qu'en dira-t-on ? Je ne sais pas. Mais si tous ceux qui tiennent à mettre leurs enfants chez nous après avoir été eux-mêmes éduqués par l'école catholique, voulaient avoir un brin de reconnaissance, nous ne connaîtrions pas les ennuis que nous traînons depuis des années. Des personnes qui devraient aujourd'hui nous ouvrir la route, la ferment devant nous avec méchanceté pendant que leurs enfants fréquentent tranquillement nos écoles secondaires et même nos écoles primaires. Allez-y comprendre quelque chose.

Q. : Pour en finir M. lebbé, comment voyez-vous l'avenir des écoles confessionnelles du Dahomey ?

R. : De l'avenir des écoles confessionnelles, je ne puis rien en dire. Mais en ce qui concerne l'école catholique, l'avenir est d...

plus sombres. Cette grève me semble avoir été un bâton qui a remué le vase des enseignants. Il s'en dégage à présent une certaine pesanteur qui fait que, même si satisfaction leur était donnée, on ne pourrait plus compter sur eux pour conserver sans le trahir l'idéal de l'enseignement catholique.

Et voilà que pour leur donner satisfaction, nous ne savons de quel côté chercher ! Les parents, quand ils ne s'alièrent pas aux maîtres pour nous jeter la pierre, nous regardent indifférents et attendent. Le gouvernement qui devrait arbitrer, se mêle de nous et loin de se prononcer, nous prête volontiers des intentions qu'il redoute.

Dans ces conditions, quelle lueur est-il possible de distinguer à l'horizon ? Nous cherchons cependant avec les rares bonnes volontés qui s'intéressent encore à nous. Nous cherchons et fasse le ciel que nous trouvions.

Merci Père, et à la prochaine.

Cotonou le 29 mai 1972

Barthélémy Cakpo

(2) LES TAUX LES PLUS ELEVÉS DE CONTRIBUTION SCOLAIRE DANS LES DIFFÉRENTS DIOCÈSES DU DAHOMEY

	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Diocèse de Cotonou	2.000	2.000	2.500	2.500	3.000	3.000
- Porto-Novo	1.900	1.900	2.400	2.400	2.900	2.900
- LoKoss	800	800	900	900	1.000	1.000
- Abomey	500	600	600	600	600	700
Notre-Dames des Apôtres	2.600	2.600	2.600	2.600	2.800	2.800

A titre d'information voici les taux de contribution scolaire de certaines écoles privées laïques

	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2
Ecole A	2.300	2.300	4.400	4.400	5.400	5.400
- B	2.700	3.700	4.200	5.200	6.200	8.200
- C	—	—	—	—	5.250	—

(3) — Quand les écoles grévistes ont 14 écoles avec 60 maîtres, celles de l'enseignement catholique sont au total 214 et possèdent 1064 enseignants et enseignantes. A savoir : Diocèse de Porto-Novo 48 écoles avec 198 enseignants (tes) ; Diocèse de Cotonou : 37 écoles avec 197 enseignants (tes) ; Diocèse de Lokossa : 23 écoles avec 109 enseignants (tes) ; Diocèse d'Abomey : 37 écoles avec 180 enseignants (tes) ; Diocèse de Parakou : 21 écoles avec 67 enseignants (tes) ; Diocèse de Natitingou : 24 écoles avec 82 enseignants (tes) ; Direction des écoles Notre-Dame des Apôtres : 24 écoles avec 231 enseignants.

Directement d'Orly et du Bourget Toutes destinations — Bonne arrivée garantie Poussins Lebreast Chair

2 kg. à 10 semaines



STARCROSS — Ponte intensive — 300 œufs annuels — Races pures SUSSEX, BLEU HOLLANDE, NEW HAMPSHIRE, RHODE ISLAND, Gros Pékins et croisements LAPINS GEANTS du Bouscat — 6 l.g. — Le seul consommable à trois mois.

ELEVAGE DU MOULIN — 77 — Marles-en-Brie (France)
Cuvier de 130.000 œufs

* Pour demander un devis — notre formule de poussins et une livraison, demandez notre notice.

COMMUNIQUÉ

Le Délégué du Gouvernement, Chef de l'Administration Urbaine de Cotonou communique :

ANNONCE

Jeune fille Française, 22 ans, Secrétaire de Direction du Maroc, s'entend beaucoup et désirait correspondre amicalement avec garçons ou filles de 20 à 35 ans ; sérieux. Réponse assurée. Ecrire à Mademoiselle Nicole FIX

cd GAMRA 55, Impasse St Etienne 55, rue de la Merne RABAT (Maroc)

Les animaux qui divaguent dans les rues de Cotonou sont à l'origine de nombreux accidents graves voire mortels. C'est ainsi que le 24 mai dernier vers 12 heures aux environs du Port de Cotonou un accident a été provoqué par un gros porc. Un homme a été grièvement blessé.

Or, la Commune ne peut jamais identifier les propriétaires de ces animaux. Mais par contre la responsabilité est rejetée sur elle devant la justice.

En conséquence les animaux errants seront systématiquement ramassés et sacrifiés aux Abattoirs. Et aucune réclamation ne sera prise en considération.

DAHOMEY PARMi LES "MAITRES DE L'ARTISANAT" A MUNICH



La principale attraction de cette année à la "Foire internationale de l'Artisanat" de Munich était le stand spécial "EXEMPLA 72-maîtres de l'Artisanat". Peu après l'ouverture un grand nombre de visiteurs se sont pressés devant les vitrines de ce stand présentant en commun les chefs d'œuvre de 13 Etats africains. Il ne fallut pas longtemps aux reporters de la télévision allemande pour consacrer un reportage approfondi à cette concentration de chefs d'œuvre.

Les visiteurs de la foire, venus de la République fédérale d'Allemagne, de Suisse, d'Autriche ou d'Italie hésitaient à donner leur préférence parmi tant d'objets séduisants : Corbeilles de fibre végétale, décorées de motifs géométriques, du Burundi, le cortège royal du Dahomey, composé de délicates figures de cuivre ciselé, de poteries haoulées de la Côte d'Ivoire, les coupes de bois taillées à la main du Cameroun, le sac en fibre tressée pour porter bébé de Madagascar, les bouteilles et pots de terre cuite du Mali, le siège de chameau du Niger aux vives couleurs, les tapis muraux de la Haute-Volta, décorés de motifs en batik aux tons bleu, blanc et rosé, le solide tabouret en bois taillé du Rwanda, les robes aux couleurs ultramodernes, colorées au batik, du Sénégal, les impressionnantes jarres de terre cuite du Togo, les tapis de coton aux couleurs si gaies du Tchad qui servent de cadeau de noces et, "last but not least", les originales mosaïques de la République Centrafricaine.

A proximité du stand commun aux africains et recueillant une affluente presque aussi grande, se trouvait la section des "Engins de sports Olympique" qui commencent en Olympique sélectionnés par le Comité Olympique international pour la XXe Olympiade qui commencent en août prochain à Munich. Là, les visiteurs pouvaient pour la première fois voir et toucher, découvrir la texture interne d'une balle de hockey, apprécier le poids des haltères, s'émouvoir de la précision d'un fusil de sport, apprécier les appareils imaginés par l'Artisanat pour faciliter le départ des sprinters, voir fonctionner l'appareil qui annonce le moindre "touche" à l'escrime.

La présentation ne se limitait du reste pas aux engins. Elle était com-

plétée par des dessins et des notices imprimées fournissant toutes les précisions sur la dimension des terrains de jeux, les règles des compétitions et les différents lieux des rencontres à Munich. C'est après cette visite que le public s'est rendu compte d'une lacune du stand artisanat africain : il ne fournissait aucune indication ou explication, à l'exception des noms des pays d'origine.

La représentation commune de 13 Etats africains au stand EXEMPLA, organisée par l'Agence de Coopération culturelle et technique à Paris, vient d'être récompensée par une médaille d'or, décernée par le jury international de la Foire de l'Artisanat de Munich. La manière de présenter les objets a été déterminante pour la décision du jury. Les experts ont estimé qu'une telle présentation contribue d'une manière remarquable à conserver les qualités de la main d'œuvre artisanale dans les pays africains ayant participé à cette exposition.

Tous les journaux Zaïrois ont changé de nom

Tous les quotidiens zaïrois, qui portaient des noms étrangers ont décidé de changer de nom à compter du 2 mars.

Ainsi pour Kinshasa, "Le Progrès" devient "Salongo" (retour au travail), "Le Courrier d'Afrique" devient "Elima" (personne qui fait peur), "La Tribune Africaine" devient "Elombe" (personne qui inspire le respect), "L'Etoile" devient "Myoto" (les étoiles). Pour les hebdomadaires, "Les Sports" devient "Michezo" (les jeux), "La Renaissance" devient "Tahala" (soyez vigilants), "La Présence" devient "Epanza" (celui qui met en fuite).

Annouçant son changement de nom, le quotidien "Elima" indiquait dans son éditorial que le nom qu'il venait de prendre reflétait l'image du guerrier redoutable, du génie de l'esprit des ancêtres, du héros de la mythologie bantoue, du Dieu de la puissance et de la force et aussi, et surtout, du messager qui apporte la bonne nouvelle. De son côté, "Myoto" affirmait que le nom avait été choisi pour mieux situer son rôle dans la révolution zaïroise.

NOM AFRICAIN ET BAPTEME CHRETIEN

L'on parle d'authenticité, d'adaptation du christianisme. Adaptation à qui et à quoi alors que le christianisme fait éclater les frontières ?

Il y a quelque temps la mode était à l'alignement des prénoms occidentaux sur les actes de naissance, ou à franciser nos noms comme si ceux-ci recelaient quelque chose d'infamant. La réaction inverse n'a pas tardé : des couples ne choisissaient que des prénoms africains à leurs enfants.

Notre prénom, c'est un appel, mieux une provocation au chrétien pour qu'il montre que le Christ vit en lui. C'est là "notre démonstration", notre épreuve, notre Epiphanie. C'est le sens de la conférence de l'Abbé Jacob Agossou, professeur à Abidjan, conférence prononcée au mois d'Avril à Cotonou dont nous avons livré une première partie dans notre dernier journal. Voici la suite et la fin :

II. - LE NOM DE BAPTEME

Nous ferons d'abord un simple rappel : évoquer rapidement ce que sont les sacrements en général afin de situer le baptême et plus précisément le nom de baptême.

Les sacrements sont une série continue de rencontres du croyant avec le Seigneur, dans une histoire à la fois personnelle et communautaire. Il s'agit de rencontres personnelles de l'homme avec Dieu dans le Christ, rencontres revêtant un caractère de visibilité officielle et sociale, de corporalité ecclésiale dans des signes et rites visibles voulus comme tels par le Christ. Le baptême est la première de ces séries de rencontres. Comme on le dit couramment, le baptême est la porte de tous les sacrements.

Le nom de baptême est par voie de conséquence le nom de la nouvelle naissance celui du nouvel être qui naît dans le Christ en même temps qu'il est le nom par lequel l'individu est agrégé au corps ecclésial. Le nom de baptême se trouve donc appartenir aux deux groupes ci-dessus établis : nom ontologique (secret) et nom de société.

- C'est un nom de dimension ontologique, parce que le nom de baptême doit exprimer la densité de l'être transformé et non changé. A strictement parler, le nom de baptême, même s'il revêt les mêmes caractères que les noms traditionnellement tenus secrets, il se distingue de ces derniers par le fait qu'il ne doit pas être tenu secret, car c'est un nom qui identifie le fidèle au Christ et le "Christ est à tous" dans une communauté de frères tous fils d'un même et unique Père, Dieu. La Loi d'Amour apportée par le Christ supprime toute crainte.

- C'est un nom de société parce qu'il est choisi par le groupe, familial ou ecclésial en référence au Christ. Ce nom de baptême sera porté par le jeune chrétien à travers ses diverses rencontres personnelles et communautaires.

En résumé, le nom de baptême est un nom choisi et donné par la communauté ecclésiale ; le baptême est conféré au nom du Père et du fils et du Saint-Esprit. Ce nom est sanctifié, il ne l'est pas d'avance. Il y a des noms de saints ; c'est-à-dire des noms de fidèles qui se sont sanctifiés durant leur vie. Même si nous disons que le nom de baptême est celui de l'être renouvelé dans le Christ, ce n'est pas le nom qui est renouvelé, mais l'être. Le nom n'est ici que le support symbolique de ce qui est nouveau, né dans le Christ pour vivre dans la communauté, celle du peuple de Dieu.

Le nom de baptême est un "vide" fertile, une "image sonore" d'où peut surgir la lumière. En effet, "l'homme et le monde ont été adoptés par le Verbe éternel, définitivement et irrévocablement unis dans le Christ. Ce qui vaut de cette nature adoptée par le

Christ vaut également en principe de l'adoption de l'homme et de son monde par Dieu" (cf J.B. METZ) dans "Pour une Théologie du monde (Paris, Cerf 1971 p. 31-32).

CONCLUSION

Le baptême chrétien est un baptême dans la mort et la résurrection (Mc 10, 38) ; il est un baptême de repentir (act, 2, 38, 41). Il est un baptême au nom du Christ.

Le nom du baptême est celui par lequel nous sommes agrégés au Christ et à l'Eglise pour être une créature nouvelle. Ce nom n'est pas lié à une culture. Il fuse de toute part et se réfère au Christ à qui nous accordons notre foi pour être sauvés :

"Allez, a dit Jésus, de toutes les Nations, faites des disciples, les baptisant au Nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit et leur apprenant à observer tout ce que je vous ai prescrit".

"L'Evangile ne nous a pas prescrit un calendrier de saints, mais la voie qui mène à la Vie, à savoir la Foi au Christ, dans l'Amour de Dieu et de nos frères.

PARAKOU

Le mardi 25 avril 1972, les laïcs et le clergé de Parakou ont tenu une importante réunion. A cette rencontre, on a discuté des problèmes d'organisation des activités de la paroisse afin de dissiper l'incompréhension qui existait entre fidèles et clergé. Beaucoup d'autres questions ont été abordées dans un dialogue de compréhension et de franche collaboration. Mais l'une des questions qui retenait l'attention de quelques-uns a été celle du baptême des petits enfants. Il semble que des parents n'ont pas compris jusque-là les réformes apportées par Vatican II sur le baptême des enfants. Car beaucoup de ses parents croient encore que les cérémonies de baptême ne sont autre chose que de donner des noms chrétiens aux enfants, et c'est tout. Aussi, les fidèles souhaieraient que des rencontres similaires leur soient, dans l'avenir, des moyens d'information suffisante.

Ils solliciteraient également qu'un prêtre soit en permanence pour s'occuper principalement des chrétiens de la ville et des activités de la paroisse ; sous l'égide de l'U.D.A.L.

Nous remercions bien le clergé en place ce jour d'avoir compris qu'il faut encore nous aider à tous points de vue afin de remplir pleinement notre rôle de laïcs au sein de l'Eglise.

Enfin, il faut signaler la présence à cette réunion de son Excellence Monseigneur André Van den Bronk, évêque du Diocèse de Parakou, et de M. Pierre Agbo, responsable diocésain de l'U.D.A.L.

Alphonse Fagnibo

C'est à nous, à ses disciples aux baptisés, qu'il recommande la seule chose qui nous libère vraiment : devenir des saints comme notre Père céleste est saint.

III. - QUELQUES PISTES DE RENCONTRES A TITRE DE SUGGESTION

Puisque, quand nous parlons de nom, nous voulons désigner avant tout la condensation de la présence personnelle opérée par un mot singulier au sein des formes du langage, en principe, toute présence personnelle est dénommée. C'est ce que vérifient tous les types de noms en usage en Afrique et plus particulièrement dans le contexte sud-dahoméen ci-dessus exposé.

Cependant, sans vouloir fermer la voie des recherches dans tel ou tel sens, nous préférons plutôt signaler les types de noms qui conviennent mal à la réalité du baptême d'une part, et d'autre part, ouvrir des pistes où la recherche peut fructueusement s'engager.

1 - Eliminer les types de noms :

1. - évoquant les injures tribales ou familiales.
2. - évoquant les vodun tradition-

nels (ex: Lébasssi, C Dansi...)

3. - évoquant les jours de s attribués à ces mêmes tés traditionnelles s terroir soit d'import

2 - Orienter par conséquent la recherche vers les types de nom

1. - de louanges (Mawougno détin, Mawougbo, Ség Dona etc...)
2. - d'Adoration : Oladé,
3. - de Confiance et d'Esp (Dénagan, Sonangor)
4. - d'Action de grâce (Sé Kpédétin, Mawoussi)
5. - de Vertus ou de senten venus proverbes : Atindékun.

Il va sans dire que cette voie est ouverte à toutes les c tions heureuses éventuelles.

N.B. - Ces pistes et ces rés sont pas particulières aux Fon et Goun, ce schéma peut ment servir de point de dép d'éventuelles recherches ser dans les autres langues.

Jacob Ag Profess

Découverte du tombeau du Pape Saint Calixte

Sous ce titre : "Le plus ancien tombeau d'un Pape après celui de l'apôtre Pierre", l'Osservatore della domenica du 9 avril publie un article relatant la découverte sur la voie Aurélienne, au cimetière de Calepode, de l'emplacement de la sépulture du Pape saint Calixte, qui succéda sur le trône de saint Pierre à saint Zéphyrin (199-217) et mourut martyr en 222. Après avoir rappelé, selon le Liber Pontificalis, que les premiers évêques de Rome furent ensevelis auprès de la tombe de l'apôtre, sur la colline du Vatican, l'auteur de l'article, Sandro Carletti, précise qu'à partir du début du IIIe siècle jusqu'à la seconde moitié de Ve, les successeurs de Pierre (à l'exception du Pape Vigile enseveli au cimetière de Priscilla en 555) furent

ensevelis dans les cimetières c des voies Appienne, Ardatine ria, Tiburtine, Portuense e lienne. Le Pape Zéphyrin ava au diacre Calixte l'administr l'organisation de la grande m de la voie Appienne qui prit pré le nom de cimetière de Calix trairement à ce qu'il eût été lo penser, Calixte fut enseveli dans le cimetière dont il av charge, mais dans un autre : la voie Aurélienne, dans le du Transtevere. Il y était avait subi le martyre le 14 oct et le lieu de son inhumation, tière de Calipode, fut choi qu'il était voisin de celui de tyre.

EN BREVI

• Le Sacre de Monseigneur aura lieu le 6 août, à 10 h Lokossa. En temps opportun données toutes informations à Le 16 juin, Monseigneur Sasi ra pour Rome.

• Le Père Alphonse Quent retour au Dahomey, rempli Père Vincent Adjanohoun, Directeur du Collège Père A

• Le Père Antoine Ganyé e Directeur diocésain adjoint de Benoist. Il est en mêm chargé de l'Enseignement au niveau secondaire sur Ct

• Le Père Vincent Adjan nommé Curé de St Michel de

• Le 21 juin prochain ser anniversaire de l'élection Paul VI.

• Le 28 juin sera l'annive la nomination de Mons l'Archevêque à la tête du D Cotonou.

• Le Père Hubert Echasse tre fidei donum du Diocèse est nommé Vicaire de la pa Jean de Cotonou.

• Le Père Xavier Toht actuellement professeur au minaire de Ouidah, est no de Grand-Popo.

Congrès fédéral A C F

Dans la clémentine matinée du dimanche 9 avril 1972, les hommes et les femmes des groupes d'amitié de l'Action Catholique des familles du diocèse de Cotonou ont été accueillis à la paroisse St Michel pour le congrès fédéral.

Après avoir passé en revue les activités de l'ensemble des groupes, la situation financière du mouvement, l'assemblée a eu à étudier les questions soumises au congrès. A savoir par exemple : les conditions pour s'engager comme militant de l'A.C.F., les conditions à créer pour que les rapports entre le clergé de la paroisse et le groupe d'amitié soient bons et fructueux... l'éducation des enfants sur le plan religieux...

Le congrès a élu le nouveau bureau fédéral dont l'animateur principal est M. Théophile Houéssou et l'aumônier le R.P. de Benoist.

(Extrait du compte-rendu du Congrès)

Une conférence de presse du cardinal ROSSI Préfet de la congrégation pour l'évangélisation des peuples

Le Cardinal Agnello Rossi a donné une conférence de presse à l'occasion du 350^e anniversaire de la Congrégation pour l'Evangélisation des Peuples, dont il est le préfet.

Il a signalé que le nombre des catholiques dans les pays de mission dépendant de la congrégation était, en 1969, de 57 millions, dont plus de 14 millions en Asie (sans la Chine, la Corée du Nord et le Nord Vietnam) contre 6 millions en 1949, et, en Afrique, de plus de 32 millions contre 11 millions en 1949.

En ce qui concerne les prêtres, durant la même période de vingt ans, ils sont passés, en Asie de 6.900 à 15.300 (dont 9.800 autochtones) et, en Afrique, de 7.500 à 15.100 (dont 3.600 autochtones).

Pour les diocèses et autres circonscriptions ecclésiastiques dépendant du dicastère, de 1950 à 1972, ils sont passés de 587 à 840 (365 en Asie, 315 en Afrique, 80 en Amérique, 61 en Océanie et 19 en Europe).

Aujourd'hui, les évêques africains sont au nombre de 147 et les asiatiques, de 141. En ce qui concerne les archidiocèses, 84 pour cent sont dirigés par des autochtones en Afrique et 86 pour cent en Asie.

Mais tout cela pose d'innombrables problèmes humains et matériels. La congrégation aide plus de mille diocèses, avec un budget, cette année, de 38 millions de dollars, chiffre totalement insuffisant.

Il faut aussi des missionnaires. Le 21 mai dernier, fête de la Pentecôte, Paul VI a consacré à Rome une

messe avec des prêtres de "toutes les Nations du monde" pour marquer le 350^e anniversaire de la congrégation. Il a également lancé un appel aux vocations missionnaires. Le 22 octobre prochain sera la Journée missionnaire mondiale.

D'ores et déjà, chaque journaliste est invité à participer à un concours sur le thème : "Les missions sont encore nécessaires", qui se clôturera le 15 juillet prochain et dont les premiers prix seront des voyages en Asie du sud-est et en Afrique.

Mgr Sergio Pignedoli, secrétaire de la congrégation, participait à la conférence de presse, de même que les deux secrétaires adjoints, Mgr Bernardin Gantin, un Dahoméen, et Mgr Simon Lourdasamy, un Indien.

Mgr Pignedoli a rendu hommage aux jeunes communautés catholiques d'Asie et d'Afrique, qui, un jour peut-être réévangéliseront l'Occident.

Le Cardinal Rossi a évoqué aussi le 150^e anniversaire de l'oeuvre de la propagation de la foi, fondée par une jeune lyonnaise, Pauline Jaricot, pour venir en aide aux missionnaires.

(D.I.A.)

ET VOTRE REABONNEMENT ?

Statistiques sur l'Eglise Catholique

Les catholiques (baptisés) sont environ 633 millions dans le monde entier et représentent presque 18% de la population totale du globe, évaluée à 3.593 millions d'âmes. Le pourcentage des catholiques est très variable selon les divers continents : il va d'un maximum de 55% aux Amériques à 38% en Europe, 23% en Océanie, 11% en Afrique, à un minimum d'environ 2% en Asie. Il y a dans le monde 2.278 circonscriptions ecclésiastiques comprenant : les sièges résidentiels (patriarcat métropolitain, archiepiscopaux, évêques), les prélatures, vicariats, préfectures apostoliques, etc. 2.148 de ces circonscriptions sont de rite latin et 130 seulement de rite oriental. Les paroisses sont au nombre total de 190.000, mais plus d'un cinquième d'entre elles sont sans curé.

Votre ami est abonné.
Pourquoi pas vous ?

LA CROIX DU DAHOMEY

Rédaction et Abonnements
La Croix du Dahomey
8, P. 105 - Tél. 39-19

Comptes :
12-78 CCP
35.030.416 G.B.I.A.O.

COTONOU
Publicité extra-locale
CERPA - 80, rue Talibou
75 - PARIS IX

Directeur de la Publication
Ernest MIHAMI
Dépôt légal n° 442

Nous remercions tout spécialement les personnes qui donnent un	
Abonnement de soutien . . .	= 1.000 à 2.000 CFA (20 à 40 F)
Abonnement de bienfaisance . . .	= 2.000 à 3.000 CFA (40 à 60 F)
Abonnement d'amitié . . .	= 3.000 CFA et plus (60 F et plus)
Changement d'adresse . . .	= 50 CFA
Ordinaire	
Dahomey	500 CFA
Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Niger	
Mauritanie, Sénégal, Yogo . . .	700 CFA
Gabon, Tchad, Congo (Brazza) . .	
Cameroun, RCA	700 CFA
France	14 F
Nigeria	1.000 CFA
Congo-Léa, Kenya	1.000 CFA
Europe (moins la France)	1.000 CFA
Amérique (Nord-Centrale-Sud) . .	1.000 CFA
IMP. CENTRALE - COTONOU	

Prochain symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar

Le prochain Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (S.C.E.A.M.) se tiendra à Bujumbura, capitale de Burundi, du 13 au 18 août 1972. Le thème central de cette rencontre, qui réunit les délégués de tous les épiscopats africains et malgache, sera "L'engagement des laïcs dans la croissance de l'Eglise et le développement intégral de l'Afrique".

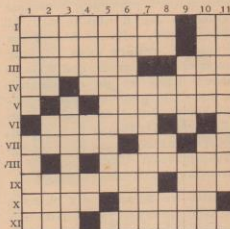
Les réunions auront lieu au grand séminaire interdiocésain de Bujumbura.

On se rappellera que le premier Symposium eut lieu à Kampala, lors du voyage africain du Pape Paul VI, en juillet 1969; le deuxième Symposium

panafricain des Conférences épiscopales s'est tenu à Abidjan en Côte-d'Ivoire du 19 au 23 août 1970. On avait retenu à l'ordre du jour deux grands problèmes, celui du clergé africain et le problème des catéchistes.

LES MOTS CROISES DE LA "CROIX DU DAHOMEY"

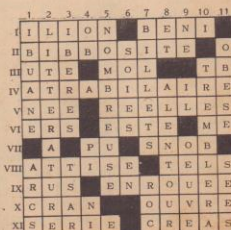
Problème n° 198



Horizontalement : I Attirer par le moyen d'un appât, désigné l'Etat français. II Juments dont le poil est mêlé de blanc, de gris et de bai ; voyelle doublée. III Roche très dure d'origine ignée, composée de quartz, de feldspath et de mica, ornement taillé en forme d'oeuf. IV Note de musique ; se représenter quelque chose dans l'esprit. V Ce qui accompagne. VI Globule qui se détache de la masse d'un liquide. VII Rapproché ; note de musique ; partie de péage. VIII Ouvrage d'éloquence composé pour être prononcé en public. IX Commune près de Chartres ; petit fleuve qui arrose Perpignan. X Marque qu'on fait à côté d'un texte ; qui réunit toutes les perfections que l'esprit peut concevoir. XI Dessus ; extraire du linge la plus grande partie de l'eau avant de le faire sécher.

Verticalement : 1 - Surveillant auquel rien n'échappe ; de petites choses. 2 - Ce qui est opposé à la raison ou à la justice ; divinité de la terre chez les Grecs ; ensette parasite des cheveux de l'homme. 3 - Ota la vie ; le forçat, les trainait aux pieds. 4 - Femme d'un rajah ; le premier de tous les nombres ; note de musique. 5 - Action de donner la vie. 6 - A quoi l'on n'a pas touché ; Chefs d'Etat. 7 - Note de musique ; oiseaux palmipèdes marins très voraces. 8 - En matière de ; pronom personnel ; inflammation des synoviales du poignet ; élément utilisé devant la plupart des noms de systèmes géologiques pour désigner leur partie inférieure. 9 - Agathe très fine qui présente des couches parallèles des différentes couleurs ; étoile de cinéma. 10 - Clou à deux têtes ; ustensile de cuisine dont on se sert pour frire. 11 - Bravement.

Solution du problème n° 197



EN BREF... EN BREF... EN BREF...

Il paraît que les 3 et 4 juin 1972, dans l'ancien bâtiment qui abritait la chapelle (paroisse) Saint Michel, s'est tenu le quatrième Congrès National de l'Action Catholique des Familles du Dahomey (A.C.F.).

Le Mouvement a reconduit le Docteur Christophe Adjolohoun dans ses fonctions de premier responsable.



monde - ainsi va le monde - ainsi va



LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DE L'OUEST AFRICAIN EST NÉE

La Communauté économique de l'ouest africain est née après une semaine de travaux intensifs du Conseil des Ministres suivie de deux journées de délibérations "au sommet" des chefs des Etats concernés.

La nouvelle Communauté régionale qui, selon le Chef d'Etat du Mali, M. Moussa Traoré, offre "d'énormes Espérances" reliera dans l'avenir huit pays qui formeront une zone de commerce libre et de coopération économique. Cette nouvelle communauté, qui remplacera l'union douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest, accordera une importance primordiale au développement industriel et à la coordination des investissements.

Ce traité de soixante dix pages a été signé par les Présidents Houphouët-Boigny pour la Côte d'Ivoire, Léopold Senghor pour le Sénégal, Moktar Ould Daddah pour la Mauritanie, Diori Hamani pour le Niger, Moussa Traoré pour le Mali et Sangoulé Lamizana pour la Haute-Volta. Le ministre dahoméen des finances, M. Chabi Kao, a signé ce document au nom de son gouvernement.

Le représentant du Togo, qui a maintenu le statut d'observateur de

son pays, n'a pas signé le traité.

Les cinquante causes du traité de la nouvelle communauté économique d'Afrique de l'Ouest portent sur trois grands domaines de la coopération:

1 - La coopération économique régionale - développement industriel, promotion des échanges, production et commercialisation du bétail, transports plus communications et financement des actions communautaires.

2 - Disposition concernant l'organisation des échanges commerciaux entre Etats-membres.

3 - Libre circulation des personnes et des capitaux.

Les chefs d'Etats sont convenus de se réunir à Bamako les vingt-sept et vingt-huit décembre pour signer les protocoles d'accords annexes au traité.

M. Houphouët-Boigny, Président de la Côte d'Ivoire a noté que, bien que les Etats signataires soient francophones, la communauté reste ouverte aux pays anglophones de la région.

LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT LE SYSTEME MONETAIRE INTERNATION

"Les pays avancés doivent réaliser que le système monétaire international doit être conçu de façon à ce qu'il soit tenu compte des intérêts de tous les pays et non uniquement de ceux qui sont actuellement puissants.

Sur ce point, la C.I.S.L. la C.I.S.L. est tout à fait d'accord avec le Secrétaire général sur le fait qu'il est absolument nécessaire que de nouvelles négociations dans le domaine international, sur des aspects à long terme ou à court terme, devraient avoir lieu sous des auspices et d'une façon offrant aux pays en voie de développement toute opportunité de se faire entendre à un stade où une négociation efficace est encore possible". La C.I.S.L. appuiera tous arrangements garantissant cet objectif. La décision du Groupe des 77 d'établir son propre groupe monétaire de 24 membres devrait augmenter l'efficacité des pays en voie de développement dans le domaine monétaire. Nous estimons que la proposition que le Groupe des Dix soit remplacé par un Groupe des Vingt composé de représentants des pays avancés et des pays en voie de développement sur la même base que le Conseil d'administration du

F.M.I., est extrêmement

devrait être à nouveau examiné. En ce qui concerne la réforme du système monétaire internationale la C.I.S.L. appuie énergiquement la proposition d'établir un lien entre la création de Droits de Tirage et l'aide aux pays en voie de développement. Une façon de réaliser que nous avons considérée serait d'assigner une partie des Droits de Tirage de nouveaux Droits de Tirage à l'Association internationale pour le Développement ou à des institutions similaires qui appuieraient les pays en voie de développement. Les Droits de Tirage spécifiques d'innovation importante et dans le système monétaire international et la C.I.S.L. ne peut accepter les principaux bénéfices aux pays avancés.

Certains pays sont d'avis qu'il n'est pas venu d'introduire des Droits de Tirage de cette manière de voir. L'on ne peut trouver des excuses pour des décisions difficiles, besoins des pays en voie de développement sont urgents et ne peuvent pas attendre."

"ENTENTE" CORDIALE EN AFRIQUE

L'Afrique noire de langue française et de langue anglaise va faire l'objet d'une tentative entièrement nouvelle de coopération entre Paris et Londres. C'est du moins ce qu'annonce le "Journal de Genève" du 18 mai 1972 en précisant qu'il tient cette information "de bonne source".

Cette décision se serait matérialisée à l'occasion des échanges de vue qui ont eu lieu en marge du voyage en France de la reine Elizabeth II d'Angleterre.

En effet, la coopération en Afrique est considérée comme la tâche la plus urgente et la plus difficile. Dans les pays franco et anglophones d'Afrique noire, les gouvernements de Paris et de Londres agissent actuellement sans grande coordination et souvent même dans une optique de rivalité. Or, beaucoup de problèmes se posent localement en termes identiques.

L'Afrique francophone a bénéficié, grâce à l'association avec le Marché commun et aux concours financiers et techniques qui en découlent, divers avantages. Il faut à présent envisager comment inclure l'Afrique anglophone dans le septième que régit, en particulier, les accords de Yaoundé. Ce sera le premier test pour les nouveaux rapports franco-britanniques en Afrique.

Toutefois, aurait-on précisé, la tentative franco-britannique de coopération exclut l'idée d'un axe Paris-Londres, pour se placer dans une perspective communautaire. En ce qui concerne, par exemple, tous les pays de la communauté et pas seulement la France, l'Angleterre, l'Italie et la Belgique, auront leur mot à dire. M.

Pompidou a déclaré à ce sujet, le 15 mai dernier: "Nous n'aboutirons que si les pays les moins peuplés et les moins puissants se sentent à l'abri d'un directoire des plus forts. Nous n'aboutirons que si les peuples et les pays les plus puissants ne jouent ni de leur entente au détriment des moins forts ni de leurs divisions à des fins égoïstes".

A longue échéance, cela signifie que si le faible a su se développer à l'abri de la protection des plus forts, il doit aussi, un jour, pouvoir prendre suffisamment de liberté pour accéder à l'égalité des rapports. A cela, les forts aussi doivent se préparer, pour éviter tout lien qui ne serait pas de nature entièrement voulue.

APRES L'OFFENSIVE COMMUNISTE AU VIETNAM



Pour les malheureuses populations vivant près de la zone démilitarisée, c'est à nouveau l'exode devant la poussée des forces communistes venant du nord qui ont envahi plusieurs bases au nord de Hué. De violents combats font toujours rage. Femmes et enfants fuient les lieux des combats. (O.C.P.I.)

LE SAVEZ-VOUS ?

• La République Unie du Cameroun est née dimanche 21 mai dans l'allégresse populaire.

La Fédération du Cameroun qui regroupe un Etat du Cameroun occidental (ex-britannique) et un Etat du Cameroun oriental (ex-français), doit donc disparaître pour faire place à un Etat uni. Cette nouvelle formule permettra des économies importantes.

D'autre part, le fonctionnement des services publics sera simplifié et devrait donc gagner en efficacité.

• A Madagascar, le pouvoir est passé des mains du président Philibert Tsiranana en celles du général Ramanantsoa, chef de l'Etat-major des forces armées malgaches.

Finalement Madagascar est en train de vivre les premières heures (difficiles) de la décolonisation. Pendant dix ans en effet, l'île a conservé les hommes et les structures légués par la France, sans pouvoir vraiment rompre le cordon ombilical qui la reliait à son ancienne métropole.

Cette dernière, qui a conservé des bases dans l'île - où elle a installé son Etat-Major pour le sud de l'Océan indien - saura, peut-être, se souvenir à temps de ses mésaventures au Tielad.

• Les experts de la F.A.O. ont découvert qu'une algue microscopique prospère dans les eaux du Lac Tchad. Elle peut être une arme merveilleuse contre l'insuffisance en protéines qui menace la santé de millions d'enfants du tiers monde. En effet, l'algue bleue, par exemple, contient à l'état brut 64% de protéines et de vitamines A et B 12.

• L'Agence Américaine pour le Développement International (AID) a donné sa garantie pour un prêt à long terme de dix millions de dollars accordé par un investisseur américain pour financer un programme de construction de logements en Côte d'Ivoire.

Le gouvernement ivoirien une somme supplémentaire d'un milliard de dollars.

Le projet ivoirien prévoit la construction d'environ mille deux cents d'habitation dans la région d'Abidjan afin de remédier à la chronique de logements. Les unités d'habitation seront occupées par des enseignants, des ouvriers fonctionnaires à revenu fixe et à faibles revenus.

La SOGEFIHA, agence officielle, sera chargée de l'exécution du financement du projet. Les seurs américaines seront choisies pour le gouvernement de la Côte d'Ivoire.

Le programme de garantie qui fonctionne depuis plus d'un an, a permis à de nombreuses familles à faibles revenus, d'acquiescer à la réalisation de leur logement, responsables de l'AID, à environ soixante trois millions de dollars.

• A défaut d'enthousiasme, le réalisme qui a présidé aux accords de Moscou. Tant mieux s'il tendre le réalisme comme la sagesse !

Mais est-ce bien suffisant ? Liste est un homme qui accepte les choses, et il faut que cette réalité n'est pas trop acceptable. En l'occurrence, à l'actuellement par le mot Vietnam notamment, des gens des raisons de la trouver inacceptables. Ne peut-on alors regretter Nixon et M. Brejnev, tout pour eux-mêmes aussi réaliste possible, n'aient pas mis d'irréalisme dans leur vision du monde. ? (R.E. -)

• Angela Davis est libre, acquittée par un jury californien accusé de meurtre, d'association de malfaiteurs. C'est le plus beau jour de sa vie dit après avoir été déclaré par le jury composé de femmes et cinq hommes.